

## Sans frontières contre Cattenom

*Christine Longin, Hervé Asquin*

*Depuis des décennies, des manifestations transfrontalières sont organisées contre la centrale nucléaire de Cattenom. Mais le gouvernement français s'accroche à cette installation située au carrefour de trois pays, la France, l'Allemagne et le Luxembourg...*

Juin 1986. Jo Leinen cahote au volant de sa voiture sur les chemins creux de la Lorraine pour rejoindre Cattenom, en compagnie du futurologue Robert Jungk. Pour limiter autant que possible l'ampleur de la mobilisation contre la centrale nucléaire en cours de construction dans cette commune rurale, les autorités françaises ont érigé des barrages sur les routes dans un rayon de 15 kilomètres. « C'était la fin du monde à Niedaltdorf », se souvient l'ancien porte-parole du mouvement antinucléaire.<sup>1</sup> Mais en bon Sarrois, Jo Leinen n'ignore rien des chemins détournés qui sillonnent la campagne dans cette région frontalière. Il parvient sans encombre à destination. « C'était un peu le Far West et le suspense. Nous nous demandions où les policiers étaient postés, mais ils n'avaient bloqué que les routes, pas les chemins de terre », se souvient-il une quarantaine d'années plus tard, rencontré dans un café de Sarrebruck.

Bravant les barrages, environ 10 000 militants antinucléaires se sont rassemblées le 15 juin 1986 dans une prairie de Koenigsmacker, à environ quatre kilomètres de la centrale nucléaire de Cattenom, dont les premières tranches étaient déjà presque achevées. Une charrette à foin, convoyée par des militants luxembourgeois, fait office d'estrade. « C'était très rustique. Derrière nous, les barbelés, à gauche et à droite les CRS et, dans la prairie, les opposants aux installations nucléaires de Cattenom », décrit-il, toujours fringant à 76 ans. « Que Petra Kelly et Jo Leinen montent ici, pour la télévision! », clame la foule, l'appelant lui-même et la cofondatrice des Verts allemands à prendre place sur cette scène improvisée.<sup>2</sup>

---

1 Interview le 21 août 2024.

2 Süddeutsche Zeitung du 16 juin 1986.

Juché sur sa charrette à foin, il dénonce le « risque inacceptable » que représentait Cattenom pour cette région située aux confins de l'Allemagne, de la France et du Luxembourg.

Quelques sifflets retentissent toutefois. Jo Leinen avait fait quelques mois plus tôt son entrée comme ministre de l'Environnement dans le gouvernement régional de la Sarre, une trahison pour les militants écologistes les plus radicaux. Au soir de la victoire du Parti social-démocrate (SPD) aux élections régionales de 1985, deux autonomes de Hambourg avaient même projeté à la face de cette ancienne bête noire de la bourgeoisie conservatrice locale une spécialité pâtissière particulièrement crémeuse du sud de l'Allemagne... « J'étais le premier [activiste à accepter des responsabilités gouvernementales] et ils étaient nombreux à se montrer hostiles à mon égard », se souvient-il. Six mois plus tard, Joschka Fischer fera à son tour son entrée dans un gouvernement régional, celui de la Hesse. « Le tabou était rompu » et Fischer deviendra même en 1998 ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne fédérale.

En 1985, le ministre-président de la Sarre s'appelle Oskar Lafontaine, un social-démocrate. Et il durcit lui aussi le ton contre la centrale de Cattenom, qu'il qualifie de « centrale de la mort ». Le gouvernement régional s'associera même à une plainte déposée par la Ville de Trèves et plusieurs autres communes devant le tribunal administratif de Strasbourg contre les tranches 3 et 4 de la centrale. Chacune d'elles devait avoir une puissance de 900 mégawatts mais leur puissance a été portée à 1 300 mégawatts sans autorisation appropriée selon Leinen. Avocat de profession, il avait mené cette action en justice au côté de sa consœur et militante écologiste française Corinne Lepage, devenue par la suite ministre de l'Environnement. Le tribunal de Strasbourg leur donnera partiellement raison<sup>3</sup>, mais le gouvernement français passera outre, accordant l'autorisation d'exploitation. « Chez nous [en Allemagne], cela serait absolument impensable. La France fonctionne vraiment différemment », s'indigne aujourd'hui encore l'ancien ministre.

---

3 taz du 13 juin 1987.



*Évacué : le socialiste Jo Leinen s'est laissé porter pacifiquement comme d'autres manifestants. © picture alliance / AP*

Les protestations massives étaient principalement le fait de militants venus d'Allemagne et du Luxembourg. Du côté français, en revanche, l'émotion suscitée par la construction était à peine audible. « Tout s'est déroulé de manière pacifique, amicale et disciplinée, dans une relative indifférence de la population française, pourtant la plus directement concernée par Cattenom », écrivait le quotidien *Süddeutsche Zeitung* après la manifestation.<sup>4</sup>

Le gouvernement français avait décidé de construire les quatre réacteurs nucléaires de Cattenom dans les années 1970 pour réduire la dépendance du pays à l'égard des énergies fossiles après le choc pétrolier de 1973. Le

<sup>4</sup> *Süddeutsche Zeitung* du 16 juin 1986.

« plan Messmer » prévoyait ainsi de développer massivement l'énergie nucléaire. Résultat : en France, plus de 70 pour cent de l'électricité provient aujourd'hui encore des 56 réacteurs nucléaires que compte le pays, et la France est toujours le pays d'Europe où la part d'électricité nucléaire dans le mix énergétique est la plus élevée.

Dans les années 70, elle n'était toutefois pas une exception. En Allemagne aussi, le gouvernement fédéral du chancelier Helmut Schmidt (SPD) misait sur l'énergie nucléaire. Mais devant les risques mis en évidence par des accidents comme celui de Three Miles Island, survenu en 1979 aux États-Unis, de puissants mouvements antinucléaires avaient émergé.

Ainsi, en 1979 à Whyll, une commune du Bade-Wurtemberg située sur les rives du Rhin, face à Mackenheim (Haut-Rhin), des milliers d'activistes avaient empêché la construction d'une centrale nucléaire en occupant son chantier pendant plusieurs mois. Leinen, alors jeune avocat stagiaire, était déjà de la partie pour ce qui est considérée aujourd'hui encore comme la mère de toutes les batailles environnementales.

« En fait, je voulais écrire une brochure sur la coopération transfrontalière entre citoyens et citoyennes. Et puis je suis arrivé au milieu de la controverse sur le nucléaire », raconte-t-il. « Quand j'ai vu ça, mes yeux se sont ouverts et j'ai compris que la fission nucléaire n'était pas seulement un processus physique, mais qu'elle allait devenir un processus éminemment politique ».

Un cocktail improbable de militants venus d'Allemagne mais aussi de France s'était rassemblé à Whyll. Des chorales masculines allemandes voisinaient avec des féministes françaises.<sup>5</sup> Leinen lui-même avait noué les premiers contacts avec des Français comme Brice Lalonde, président de l'association « Les Amis de la Terre ».

« En France, il y avait aussi de fragiles pousses du mouvement écologiste ». Lalonde deviendra plus tard ministre de l'Environnement dans le gouvernement du socialiste Michel Rocard et fondera en 1990 *Génération Ecologie*, un mouvement qui se voulait une alternative modérée, favorable au nucléaire civil comme au nucléaire militaire, face aux Verts français, plus radicaux.

A l'époque, se souvient Leinen, le nucléaire avait déjà une connotation positive en France. « En Allemagne, en revanche, il était associé à la guerre nucléaire, aux ravages de la Seconde Guerre mondiale et à la guerre froide,

---

5 Mitwelt Stiftung Oberrhein : Kein AKW in Whyll 1975–2025, publié le 4 août 2024.

ce qui signifie que nous aurions pu être aussi au cœur d'un champ de bataille ».

De leur côté, « les Français ont subi un matraquage pronucléaire », décrypte François Drapier, président de l'association « Sortons du Nucléaire Moselle »<sup>6</sup>. La lutte contre cette technologie, remarque-t-il, a toujours été plus vive en Allemagne où le mouvement écologiste a occupé une place nettement plus importante dans la vie politique.

S'il en fallait une preuve : la dernière manifestation en date organisée par François Drapier en avril 2024 à Cattenom, n'a rassemblé que 200 personnes. « C'était un peu décevant », reconnaît-il.

Mais il y a une autre raison à cette faible mobilisation. Cattenom est située en Lorraine, une région dont l'économie est sinistrée depuis le déclin de la sidérurgie. Tout autour, les champs s'étendent à perte de vue. Et pour les quelque 2 000 habitants de la commune, la centrale nucléaire qui emploie à elle seule 1 500 personnes venues de toute la région, est, et de loin, le principal employeur.

Elle représente aussi une manne financière. « La résistance était moindre en raison des effets positifs » sur l'économie locale, constate Florian Weber, professeur assistant d'études européennes à l'Université de la Sarre.<sup>7</sup> Cattenom possède deux crèches pour les enfants et une jolie mairie du XIX<sup>e</sup> siècle bien conservée. Le siège de la communauté de communes est situé juste à l'entrée de la ville dans un bâtiment moderne, d'où l'on distingue parfaitement les quatre tours de refroidissement de la centrale nucléaire, à près de trois kilomètres de là. Elle fait partie du paysage.

Dans les années 1970, le gouvernement luxembourgeois partageait lui aussi l'enthousiasme pour l'énergie nucléaire. Le Grand-Duché prévoyait même de construire une première centrale sur son territoire, à Remerschen, près de Schengen, avec le soutien de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat. Les deux *Länder* allemands auraient bénéficié de la moitié de l'électricité produite par cette installation. Mais l'opposition à ce projet avait rapidement pris de l'ampleur, y compris du côté allemand de la frontière. Et en 1978, le Parlement luxembourgeois s'y était opposé. Le projet avait été officiellement abandonné un an plus tard.

En France, au contraire, la construction de Cattenom s'était poursuivie envers et contre tout. Le premier des quatre réacteurs nucléaires était entré en service le 13 novembre 1986.

---

6 Entretien téléphonique le 19 juin 2024.

7 Entretien téléphonique le 22 août 2024.

La catastrophe de la centrale nucléaire soviétique de Tchernobyl, survenue six mois plus tôt, n'y avait rien changé. Alors que le gouvernement régional de la Sarre appelait à la télévision les familles à ne pas donner de légumes-feuilles à consommer aux enfants, la France minimisait la catastrophe, à l'image d'un bulletin météo du 30 avril 1986 de la chaîne publique Antenne 2 resté célèbre. Il prétendait que le nuage radioactif de Tchernobyl serait durablement arrêté à la frontière franco-allemande par l'anticyclone des Açores, sans survoler le territoire français...

Selon le professeur Weber, la catastrophe de Tchernobyl a eu un impact sur les opinions publiques des deux pays mais un impact diamétralement opposé. « En Allemagne, Tchernobyl a alimenté un peu plus encore le mouvement antinucléaire, car il est alors devenu évident pour les opposants que l'énergie nucléaire n'était pas sûre. En France en revanche, il était clair [pour les autorités] qu'avec la domination extrême du nucléaire, la portée de cet accident devait être minimisée ». Aujourd'hui encore, l'énergie nucléaire est un sujet qui divise le couple franco-allemand comme aucun autre ou presque.

« L'obstination et l'ignorance des Français sur la question du nucléaire nous a incités plus encore à réfléchir à ce que nous pouvions entreprendre pour nous faire davantage entendre »<sup>8</sup>, relève pour sa part l'Allemand Henry Selzer, compagnon de route du mouvement antinucléaire au côté de Jo Leinen.

Dans son grenier de Losheim, en Sarre, cet enseignant à la retraite conserve plusieurs classeurs dans lesquels sont soigneusement rangés des documents de l'époque : articles, procès-verbaux tapés à la machine et plans de distribution de tracts francophones. « Présence des tracts au local des Amis de la Terre », est noté au feutre rouge sous une liste de lieux. Sur la photocopie d'une carte routière, un itinéraire a été surligné d'un trait noir, entre Schengen et Koenigsmacker, rappelant à quel point l'organisation des manifestations transfrontalières était compliquée avant l'invention du smartphone. « Avons reçu l'assurance des autorités françaises, les postes-frontières de Contz-les-Bains Perl/Apach et Schengen sont ouverts », peut-on lire au verso. « De plus, toutes les informations seront à suivre en permanence sur l'autoradio via la radio libre "Centre Differdange", VHF 104,5 ».

A l'époque, chaque manifestation fait ainsi l'objet d'une longue et minutieuse préparation, se souvient Henry Selzer, 70 ans. « Des notes manus-

---

8 Interview le 21 août 2024.

crites, des listes tapées à la machine à écrire, tout cela prenait un temps incroyable », mais « on avait le sentiment que c'était une cause juste. »

Des milliers de militants antinucléaires participaient alors, tout comme lui, à ces manifestations et à des chaînes humaines dans la région des trois frontières. Beaucoup de discours mais aussi beaucoup de musique. Des chansonniers composaient des ballades pour dénoncer les atteintes à l'environnement et l'énergie nucléaire avant de les interpréter à la guitare. Walter Mossmann était l'un d'eux. Les militants d'alors ont encore les yeux qui brillent quand ils se souviennent de ses chansons qui portaient des titres comme « *Whyl 75* » ou « *Die Wacht am Rhein* » (La garde sur le Rhin).

« Ce qui était bien avec le mouvement anti-nucléaire, c'est que les acteurs culturels étaient de la partie », se souvient avec un brin de nostalgie Jo Leinen. « Il y avait d'innombrables affiches, des caricaturistes en réalisaient des volumes entiers et les chansonniers étaient vraiment professionnels ». L'ensemble produisait une ambiance à la fois colorée et décontractée lors de ces rassemblements antinucléaires, un peu à la manière du festival de musique de Woodstock, outre-Atlantique. « Des femmes en robes flottantes, des hommes avec de longues barbes et, au milieu, beaucoup d'enfants », se souvient Henry Selzer qui porte encore la barbe. « C'était tout à fait conforme à l'image que l'on peut s'en faire ... ».

Dans les années 90, la mobilisation a toutefois cédé du terrain avec l'entrée des Verts au gouvernement fédéral, aux côtés du SPD. La sortie du nucléaire n'en était pas moins restée leur objectif. Mais ils devront patienter jusqu'en 2011 pour que leur rêve se réalise quand la chancelière Angela Merkel (CDU), tirant les leçons de la catastrophe de Fukushima, décidera de faire une croix sur cette énergie.

Dans le même temps en France, l'idée de réduire ce qui apparaît de plus en plus comme une dépendance excessive à la coûteuse énergie nucléaire fait son chemin. Elu en 2012, François Hollande s'engage à ramener la part de l'électricité nucléaire dans le mix énergétique d'un peu plus de 70 pour cent à 50 pour cent et à accélérer le déploiement des énergies renouvelables. Cette décision aurait dû entraîner la fermeture de plusieurs centrales nucléaires, dont, éventuellement, celle de Cattenom.

Mais le successeur de François Hollande, Emmanuel Macron est revenu sur cette décision. Ainsi, une seule centrale a été fermée au début de son premier mandat, celle de Fessenheim (Haut-Rhin) en 2020.



Macron mise même sur la « renaissance<sup>9</sup> » du nucléaire, une source d'énergie « décarbonée », fait-il valoir, car faiblement émettrice de gaz à effet de serre. La construction de 14 nouveaux réacteurs est envisagée. Le jeune président entend certes développer les énergies renouvelables, mais sans se précipiter. « La France est assez en retard dans ce domaine », souligne Florian Weber. Ainsi, le premier parc éolien offshore français, installé au large de Saint-Nazaire, a été raccordé au réseau électrique alors que l'Allemagne avait franchi ce pas dix ans plus tôt.

A Cattenom, la durée de vie des quatre réacteurs de 1 300 mégawatts devrait être prolongée en 2025 de dix années supplémentaires en dépit de l'opposition des gouvernements allemand et luxembourgeois, pourtant très clairement exprimée. Le danger n'est pas près de s'éteindre pour les quatre millions et demi d'habitants qui vivent dans un rayon de 100 kilomètres. Ils seraient en première ligne en cas d'accident nucléaire.

Les réacteurs de cette centrale présentent d'ailleurs des défauts importants, selon une expertise publiée par Greenpeace Luxembourg au printemps 2024. Les systèmes de sécurité datent du début des années 1970, a averti l'auteur de cette étude Manfred Mertins, qui a longtemps travaillé comme expert auprès de la Société allemande pour la sécurité des installations et des réacteurs nucléaires<sup>10</sup>.

Le changement climatique place aussi Cattenom face à des défis auxquels la centrale nucléaire n'était pas préparée. Ainsi, le drainage de l'installation n'est pas conçu pour faire face à de fortes pluies, a relevé Manfred Mertins<sup>11</sup>. De plus, le système de sécurité n'est qu'à double niveau. « Les déficits existants dans les systèmes et des composants essentiels pour la sécurité augmentent nettement la probabilité que des accidents graves se produisent et entraînent ainsi des risques importants pour l'homme et l'environnement », peut-on lire dans son rapport.<sup>12</sup>

Depuis sa mise en service, il y a près de 40 ans, des centaines d'incidents ont affecté le fonctionnement de la centrale de Cattenom, raison pour laquelle les gouvernements du Luxembourg, de la Rhénanie-Palatinat et de la Sarre n'ont eu de cesse de réclamer sa fermeture.

Avant même son démarrage, en 1986, quelque 500 000 mètres cube d'eau avaient inondé les sous-sols des réacteurs 1 et 2. En 2001, un incendie s'est

---

9 En français dans le texte.

10 N.d.T : Equivalent allemand de l'Autorité de sûreté nucléaire française (ASN).

11 Conférence de presse du 18 avril 2024.

12 Manfred Mertins : Analyse und Risiken der 1.300 MW Reaktoren in Frankreich insbesondere unter Beachtung der vorgesehenen Laufzeitverlängerung, p. 81.



déclaré dans une salle des machines du réacteur 3. En 2013, une petite quantité de tritium radioactif a été déversée dans la Moselle. Trois ans plus tard, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a découvert des soupapes de sécurité défectueuses dans l'un des réacteurs, qui a dû être arrêté pendant plusieurs mois. Durant l'été particulièrement chaud de 2022, les températures des eaux de la Moselle étaient si élevées que les réacteurs ne pouvaient plus être suffisamment refroidis. La puissance de la centrale a dû être réduite, tout comme celle d'autres installations nucléaires victimes de la canicule à travers toute la France.

Il est pourtant peu probable que de nouvelles manifestations accompagnent la décision de prolonger d'une décennie le fonctionnement de Cattenom. L'époque des grands mouvements antinucléaires est révolue.

A Cattenom même, la plupart des opposants se sont résignés, constatant que ni leurs protestations ni leurs actions en justice ne sont parvenues à infléchir la volonté du gouvernement français. Chez les jeunes, la conscience des risques liés à l'énergie nucléaire s'est émoussée ces dix dernières années, note le géographe Florian Weber, comme il a pu l'observer auprès de ses propres étudiants : « Beaucoup portent un regard très neutre sur cette culture de la protestation radicale qui était presque ancrée dans l'ADN de l'Allemagne ». Leur intérêt s'est reporté sur le changement climatique. Et comme l'énergie nucléaire est vendue comme une énergie neutre pour le climat, elle est plutôt tolérée par la jeunesse d'aujourd'hui, note-t-il.

Pour Jo Leinen, la lutte contre le nucléaire n'a pas été vaine pour autant. « Je pense que le mouvement antinucléaire a donné une impulsion qui a laissé des traces. Il a permis de prendre conscience des ressources limitées et des risques liés à ces technologies mais aussi de la nécessité d'opérer un tournant vers les énergies renouvelables ». L'ancien ministre s'engage désormais en faveur de cette transition énergétique. Il a fondé une coopérative sarroise d'énergie citoyenne, Köllertal, qui déploie des installations solaires sur les bâtiments publics comme les crèches et les écoles. « Le soleil est l'avenir, le nucléaire ne l'est pas », dit-il.

Le Bundestag l'a par ailleurs nommé au sein d'un comité chargé de rechercher un site de stockage définitif pour les déchets nucléaires. L'ironie de l'histoire veut ainsi que celui qui a manifesté sans relâche contre l'enfouissement des déchets nucléaires hautement radioactifs à Gorleben, dans le nord de l'Allemagne, il y a quelques années soit désormais l'un des acteurs de ce projet controversé.

De son côté, Henry Selzer, ancien trésorier des Verts allemands, a créé une coopérative énergétique pour installer des parcs éoliens et solaires.

Le projet, qu'il a conçu avec une vingtaine de personnes dans sa cuisine, avance à grands pas, selon lui. « A côté des nombreux fiascos que nous avons connus dans notre vie politique, celui-ci est une réussite totale », avance-t-il.

Henry Selzer et Jo Leinen continuent aussi de manifester. Mais les causes sont toutes autres désormais : la lutte contre le racisme ou la défense de la démocratie, note le second qui n'en a pas pour autant oublié son engagement écologique. « J'observe qu'en matière de protection de l'environnement aussi, la montée du populisme en Europe est une menace pour de nombreux acquis obtenus de haute lutte au fil des décennies ». Le combat de sa vie n'est pas encore terminé.